



**ECONOMIE SOCIALE  
EN GUYANE**

**Emploi en 2009**

Cécile BAZIN – Iwanig LE VAILLANT – Jacques MALET

**LES CHIFFRES CLEFS EN 2009 (HORS REGIME AGRICOLE) :**

**Plus de 300 établissements employeurs**

**Près de 2 900 salariés, soit 11% du total des salariés privés**

**Plus de 78 millions d'euros de salaires distribués en 2009**

Les acteurs de l'économie sociale et les décideurs publics et privés disposent désormais d'informations issues de deux types de sources complémentaires : le Conseil national des Chambres régionales de l'économie sociale (CNCRES) travaille avec l'INSEE, le réseau associatif Recherches & Solidarités travaille en coopération avec l'ACOSS – URSSAF et la Mutualité sociale agricole (MSA).

Ce bilan régional de l'emploi dans l'économie sociale en 2009 s'intègre dans une démarche de suivi annuel, entamée en 2007 et mise en oeuvre pour la troisième année consécutive, grâce au soutien de l'Association des Régions de France et de la Caisse des dépôts. Il fait suite à l'étude nationale *Economie sociale : bilan de l'emploi en 2009*<sup>1</sup>, publiée en juillet 2010.

## I - SOURCES ET METHODOLOGIE

Les données présentées ici sont produites dans le cadre d'une coopération pluriannuelle établie avec l'ACOSS-URSSAF. Dans un souci d'harmonisation avec les méthodologies de l'ACOSS, le mode d'approche des établissements employeurs a fait l'objet d'aménagements cette année. Etait considéré comme actif, tout établissement présent au moins un trimestre de l'année. Désormais, il est compté au prorata du nombre de trimestres d'activité : 0,25 pour un trimestre, 0,50 pour deux trimestres...

Dans nos bases, une rétropolation a été effectuée pour les années antérieures, de manière à disposer, pour ceux qui le souhaiteraient, de séries de données homogènes. Dans le présent module régional, nous présentons (tableau 1) les données 2008 et 2009 ainsi constituées.

D'une manière générale, les chiffres présentés ici à l'unité près doivent être lus avec prudence, en raison de la marge d'erreur inhérente à tout recensement. Il est également possible que les données utilisées pour l'année 2008 dans le présent module 2010 soient légèrement différentes de celles qui ont été présentées dans le module 2009, compte tenu de l'actualisation permanente dont font l'objet les bases de l'ACOSS-URSSAF.

Par ailleurs, dans un souci constant de consolidation des connaissances, nous rapprochons systématiquement nos informations et celles que l'INSEE publie régulièrement. C'est ainsi qu'au titre de l'année 2008, dont nous avons publié les résultats en 2009, l'INSEE vient de faire paraître au mois d'août 2010 un bilan de l'emploi dans l'économie sociale. L'écart général concernant le nombre de salariés recensés pour l'ensemble de l'économie sociale n'est que de 1,5%, ce qui montre la robustesse des deux approches.

Pour ce qui concerne ses différentes composantes, quelques écarts apparaissent, qui sont liés à la méthodologie utilisée. C'est ainsi que le nombre des salariés recensés par l'INSEE au 31 décembre de chaque année, est un peu supérieur à celui que nous recensons en moyenne mobile sur quatre trimestres dans les associations : ceci s'explique par la saisonnalité de certains emplois associatifs, moins importants au troisième trimestre, sauf, notamment, dans les régions à forte activité touristique.

---

<sup>1</sup> Disponible sur [www.recherches-solidarites.org](http://www.recherches-solidarites.org) et sur [www.essenregion.org](http://www.essenregion.org)

De même, le nombre d'emplois coopératifs que nous recensons en moyenne des quatre trimestres, est un peu supérieur à celui que fournit l'INSEE à partir d'une photographie au 31 décembre : les emplois saisonniers sont en effet nombreux, notamment dans le régime agricole.

Pour davantage d'informations sur ce sujet ainsi que sur le périmètre et la méthodologie, le lecteur se reportera utilement à la synthèse nationale qui accompagne les modules régionaux<sup>2</sup>.

## II - LE POIDS DE CHACUNE DES QUATRE COMPOSANTES

Dès lors que l'Île de France présente des résultats atypiques, il a été jugé opportun de rapporter les données régionales à la moyenne France entière, d'une part, et à la référence, hors Île de France, d'autre part. Le lecteur pourra ainsi choisir le repère qu'il souhaite privilégier.

Tableau 1 : Les établissements employeurs

Établissements	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Guyane 2008	281	NC	12	18	312
Guyane 2009	289	NC	12	15	318
Ventilation Région	90,9%	NC	3,8%	4,7%	100,0%
Ventilation France	82,8%	0,6%	3,4%	13,2%	100,0%
Ventilation hors IDF	81,8%	0,4%	3,6%	14,2%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S. La mention NC (non communicable) correspond au respect du secret statistique.

Par rapport aux repères nationaux, la région se caractérise par une proportion plus forte des employeurs associatifs et par une proportion nettement plus faible du nombre des employeurs coopératifs.

Tableau 2 : Les salariés

Salariés	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Guyane	2 670	NC	55	102	2 888
Ventilation Région	92,5%	NC	1,9%	3,5%	100,0%
Ventilation France	77,6%	2,8%	5,6%	14,0%	100,0%
Ventilation hors IDF	77,4%	2,1%	5,4%	15,1%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S. La mention NC (non communicable) correspond au respect du secret statistique.

Au regard des critères nationaux, la répartition des salariés est voisine de celle des employeurs : la part de salariés associatifs est nettement supérieure, alors que celle des salariés coopératifs est nettement au dessous du repère national. Les mutuelles se démarquent ici, avec une proportion de salariés nettement inférieure à la proportion d'établissements employeurs ainsi qu'aux moyennes nationales.

<sup>2</sup> Les modules de chaque région et la synthèse nationale sont disponibles sur [www.essenregion.org](http://www.essenregion.org) et sur [www.recherches-solidarites.org](http://www.recherches-solidarites.org)

Tableau 3 : La masse salariale (en K €)

Masse salariale	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Guyane	71 681	NC	1 520	3 258	78 351
Ventilation Région	91,5%	NC	1,9%	4,2%	100,0%
Ventilation France	69,2%	3,4%	7,9%	19,5%	100,0%
Ventilation hors IDF	68,1%	2,6%	7,7%	21,6%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S. La mention NC (non communicable) correspond au respect du secret statistique.

Contrairement à la plupart des régions françaises, la proportion de la masse salariale de chaque composante est comparable à la proportion de salariés. Les associations recourraient peu aux emplois à temps partiel.

### III – LES ENJEUX ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Le nombre des salariés de l'économie sociale, composante par composante, est rapporté au total des salariés du secteur privé appelé aussi concurrentiel. Les emplois publics n'ont pas été pris en compte dans la mesure où leur proportion varie très fortement d'une région à l'autre (entre 8% et 20%, voire jusqu'à 30% dans les DOM<sup>3</sup>), ce qui modifierait très sensiblement la lecture de ce repère.

**DEFINITION :** La notion de secteur concurrentiel est ici la suivante<sup>4</sup> : *le champ couvre l'ensemble des cotisants de tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de ceux de l'Unedic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). La même notion a été utilisée par les services de la MSA.*

Le tableau suivant présente la part que représente l'emploi dans chacune des quatre composantes de l'économie sociale, en 2009, par rapport à l'ensemble des salariés du secteur privé.

Tableau 4 : part du secteur privé

Part du secteur privé	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total ES
Guyane	10,2%	0,2%	0,2%	0,4%	11,0%
France	9,4%	0,3%	0,7%	1,7%	12,2%
Hors Ile de France	10,3%	0,3%	0,7%	2,0%	13,4%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S.

Près d'un emploi privé sur neuf se situe dans l'économie sociale en Guyane : c'est inférieur au repère national (12,2%), et au dessous de la moyenne des régions, hors Ile de France (13,4%).

<sup>3</sup> Source : Insee, Estimations d'emploi 2006

<sup>4</sup> Source : ACOSS STAT n°81 mai 2009. Il s'agit bien ici de salariés, non compris les travailleurs indépendants.

## IV – EVOLUTION 2008-2009

### AVERTISSEMENT :

De nombreux mouvements ont été observés au cours des dernières années, au sein des coopératives et des mutuelles : fusions d'entreprises, changements de statut juridique, nouvelles dénominations... Ces modifications ont quelques incidences sur le suivi annuel :

- Elles donnent généralement lieu à un nouveau numéro SIRET, sans pour autant qu'il s'agisse d'un établissement nouvellement créé.
- Elles peuvent parfois entraîner la sortie du périmètre de l'économie sociale, quand les établissements ont opté pour une forme juridique nouvelle, non retenue pour les entreprises de ce secteur (autres sociétés anonymes, groupements d'intérêt économique...). Or, les mouvements étudiés ici d'une année sur l'autre sont établis selon des critères juridiques strictement identiques pour les 2 années. Sont recensés les établissements, leurs salariés et la masse salariale distribuée, dont la forme juridique correspond au périmètre juridique de l'économie sociale, tel qu'il est désormais partagé par les acteurs et les observateurs de ce secteur. L'adoption d'un nouveau statut, hors champ de l'économie sociale, correspond donc à une disparition d'établissement et des effectifs salariés correspondants.

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre de salariés entre 2008 et 2009, information la plus utile et la plus représentative.

Tableau 5 : évolution du nombre de salariés entre 2008 et 2009

	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total ES	Privé
Guyane	9,2%	-3,2%	5,8%	-8,9%	8,0%	1,6%
France	1,8%	4,1%	7,0%	-2,2%	1,5%	-2,2%
Hors Ile de France	1,7%	3,1%	7,9%	-2,6%	1,4%	-2,5%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S. (1) L'évolution nationale du nombre de salariés dans le secteur mutualiste correspond en fait à un très faible nombre d'établissements ayant généralement connu des restructurations ou des mutations. Hormis ces derniers, il faut rappeler que plus de 92% des établissements mutualistes ont vu leurs effectifs rester stables d'une année sur l'autre.

Au bilan, l'emploi de l'économie sociale de la région a progressé de 8% en 2009, alors que l'emploi privé régional se situait en hausse de 1,6%, contrairement aux repères nationaux, en baisse. Au sein de l'économie sociale, les associations présentent une nette progression.

## V – LES SPECIFICITES REGIONALES

La région se caractérise par une forte présence du salariat associatif, au sein de l'économie sociale (92,5% contre 77,4% au plan national, hors IDF) et par une moindre importance du secteur coopératif.

Au bilan, le secteur de l'économie sociale comporte un emploi privé sur neuf : c'est au dessous des moyennes nationales (France entière et hors Ile de France).

Dans la région, l'emploi privé est en hausse. Dans ce contexte plus favorable, l'économie sociale connaît une progression significativement plus importante qu'au plan national (+8% pour +1,4%). Créateur d'emplois, ce secteur constitue un enjeu économique et social fort. D'autant plus, qu'il s'agit d'emplois fortement ancrés au territoire, à l'abri des délocalisations et qui participe activement au développement des liens sociaux.